

Bureau du coroner

ÉTUDE DES CRÉDITS **2022-2023**

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS
GÉNÉRAUX

MAI 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

LES PRINCIPALES RÉALISATIONS (BONS COUPS)

SUJET : LE BUREAU DU CORONER : UN ORGANISME POUR LA VIE

MISE EN CONTEXTE

Le Bureau du coroner (BC), porté par ses valeurs d'empathie, de respect et de rigueur, a pour mission de rechercher de façon indépendante et impartiale les causes et les circonstances des décès survenus par suite de négligence ou dans des circonstances obscures ou violentes, de manière à contribuer à la protection de la vie humaine, à acquérir une meilleure connaissance des phénomènes de mortalité et à faciliter la reconnaissance et l'exercice des droits. Le BC, comme en témoigne son Plan stratégique 2017-2022, vise à exceller dans l'accomplissement de sa mission en optimisant ses processus d'investigation et d'enquête, en misant sur le développement des compétences de son équipe et en assurant son rayonnement par la mise en valeur du rôle des coroners et la diffusion de ses connaissances sur la prévention des décès.

ÉLÉMENTS D'INTÉRÊT À MENTIONNER

- Le **délai moyen** pour terminer une investigation du coroner était de **9,7 mois en 2021**. Pour les dossiers fermés en **janvier et février 2022**, le délai était de **8,9 mois**. C'est une importante réduction d'environ 3 mois par rapport au délai qui était stabilisé à 12,5 mois en 2017 et 2018. Les efforts seront maintenus pour que la réduction des délais se poursuive dans les prochains mois et les prochaines années.
- La **Loi sur les coroners**, découlant du projet de loi ayant pour but d'actualiser la Loi sur la recherche des causes et des circonstances des décès (LRCCD) de 1986, entrera en vigueur au cours de la prochaine année. Les principaux changements touchent la durée du mandat du coroner en chef, du coroner en chef adjoint et des coroners, ainsi que les processus de nomination et de renouvellement. Le projet prévoit également l'accroissement des pouvoirs d'encadrement du coroner en chef, notamment en ce qui concerne le suivi des recommandations, ainsi que plusieurs dispositions destinées à mieux outiller les coroners dans la réalisation de leur mission. Le règlement sur la sélection, la nomination et le renouvellement des coroners et le règlement sur l'aide financière aux familles dans le cadre d'une enquête publique faisant aussi l'objet d'une enquête du Bureau des enquêtes indépendantes suivront l'entrée en vigueur de la loi, tandis que les règlements sur la formation des coroners et sur la rémunération des coroners à temps partiel seront reportés pour une période d'au minimum deux ans.

Dans la foulée de l'adoption de la nouvelle Loi, le BC poursuit ses efforts pour améliorer le **suivi des recommandations** des coroners et établir des canaux de communication avec les principaux destinataires. Le conseiller en prévention est responsable du traitement administratif, de la diffusion et du suivi de toutes les recommandations. Il appuie également les coroners dans la formulation de recommandations efficaces et bien ciblées. Notre analyste en indicateurs de performance, avec l'aide de l'équipe de la DGATI du MSP, a mis en place un processus de suivi serré des recommandations et des outils nous permettant une meilleure reddition de comptes basée sur des indicateurs rigoureux de résultats, qui seront fonctionnels lors de l'entrée en vigueur de la Loi.

- En matière de prévention, le BC s'implique notamment par le pilotage de plusieurs comités ayant pour mission d'étudier des phénomènes de mortalité précis afin de mieux les comprendre et de formuler des recommandations qui permettront de les éviter. En février 2022, le **Comité d'examen des décès liés à la violence conjugale** a déposé son mémoire *Les enfants exposés à la violence conjugale : des enfants à protéger* à l'occasion des consultations particulières et des auditions publiques sur le projet de loi 15, loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse et d'autres dispositions législatives. Le Comité formule dans ce mémoire une recommandation centrale : amender l'article 38 de la Loi sur la protection de la jeunesse pour inclure spécifiquement l'exposition des enfants à la violence conjugale en tant que motif de compromission à part entière, et non plus simplement comme une des déclinaisons possibles des mauvais traitements

psychologiques. Le **Comité sur la mortalité dans les communautés autochtones et inuites**, dont les travaux ont débuté au printemps 2020 avec une formation sur la réalité culturelle inuite, concrétise quant à lui la forte volonté du BC d'engager le dialogue avec ces communautés afin de mieux comprendre leurs besoins et leurs attentes, tout en faisant connaître davantage le rôle du coronier. Ces travaux, ralentis par le contexte de la pandémie, prendront véritablement leur envol à l'été prochain avec une visite au Nunavik. Le **Comité d'examen des décès d'enfants** a pour sa part déposé son Bilan des travaux 2019-2021, qui couvre la période du 1^{er} janvier 2019 au 3 juin 2021 et qui présente les constats et recommandations du Comité.

- À l'interne, le **Comité sur la formation**, constitué de coroners et de représentants du personnel, a l'importante mission de coordonner toutes les activités de formation au BC pour répondre aux besoins de l'ensemble de l'organisation. Ainsi, la tenue de midi-conférences virtuels s'est poursuivie et le Comité a commencé à planifier la tenue d'un colloque au printemps 2023. Des sous-comités ont récemment été créés, afin de répartir le travail relatif aux différents volets de la formation.
- Un deuxième comité interne, le **comité de relecture**, est offert aux coroners depuis la dernière année. Ce service de relecture par les pairs en amont du dépôt au Service de l'Assurance qualité contribue à rehausser la qualité des rapports, puisqu'il offre une rétroaction tôt dans le processus de rédaction.
- Le calendrier 2021 de nos **enquêtes publiques** a été une fois de plus chargé, tant au regard du nombre d'enquêtes tenues que de leur envergure. Par exemple, l'enquête thématique sur le suicide en milieu carcéral et les enquêtes sur les décès de Mme Joyce Echaquan et de M. Pierre Coriolan se sont terminées au cours de la dernière année, tandis que l'enquête thématique sur le suicide et l'enquête sur les décès de personnes âgées ou vulnérables survenus dans des milieux d'hébergement au cours de la pandémie de COVID-19 se poursuivront pendant la prochaine année. Les audiences de cette dernière, ordonnée en 2020, se sont étendues du 15 février 2021 au 20 janvier 2022, pour un total de 67 jours d'auditions.
- En plus de contribuer à la recherche, le BC participe à la **vigie** et à la **surveillance** de plusieurs phénomènes de mortalité, par exemple en alimentant le système national de vigie des intoxications aux opioïdes et autres stupéfiants. Il élabore aussi chaque année, conjointement avec l'Institut national de santé publique du Québec, un rapport sur la mortalité par suicide au Québec. Afin d'épauler ses partenaires en santé publique, le BC effectue également des vigies lors d'événements particuliers comme les épisodes de chaleur accablante. Dans le contexte de la pandémie de COVID-19, le BC effectue aussi une vigie des cas positifs au virus en collaboration avec la Direction nationale de Santé publique du Québec. Tous ces efforts permettent une meilleure compréhension des phénomènes de mortalité et servent d'assises aux actions de prévention partout en province.
- En décembre 2021, **cinq nouveaux coroners** ont été nommés par le Conseil des ministres. Au total, ce sont sept coroners qui recevront la formation initiale au printemps 2022 afin de débiter ensuite leur pratique, puisque deux coroners nommés précédemment n'avaient pu être formés à l'automne dernier avec le reste de leur cohorte.
- Le grand chantier de développement de l'**autopsie par imagerie post-mortem**, qui est un complément à l'autopsie conventionnelle, a poursuivi ses travaux et prévoit, dans les prochains mois, en collaboration avec le MSSS, un déploiement du service à l'échelle du Québec.
- Le BC a pris l'initiative d'amorcer des travaux qui s'inscrivent dans le chantier de **Gestion électronique des documents** du ministère de la Sécurité publique (GED) et dans la Stratégie de transformation numérique gouvernementale 2019-2023 du Secrétariat du Conseil du trésor. En effet, il a amorcé le processus de numérisation des documents du secteur juridique et a commencé à travailler sur la mise en place d'une signature électronique sécurisée. Cela témoigne de la proactivité du BC quant à l'optimisation de ses processus.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE

	LIBELLÉ DE LA QUESTION	Référence au cahier MSP	PAGE
	Liste des sites		
1	Voyages hors Qc		1
2	Voyage avion/hélicoptère - cabinet/dir. organismes		2
3	Publicité		3
4	Dépenses - conférences de presses/événements médiatiques et autres		4
5	Formation en communication		6
6	Contrat < 25 k\$		7
7	Liste des appels d'offres		18
8	Nombre de consultants externes		19
9	Développement de projets informatiques	MSP	
10	Photocopieur, mobilier et eau; décorations et embellissement; frais de transport, d'hébergement et de repas; participation à des congrès, colloques, perfectionnement et ressourcement; frais d'alcool et de fêtes		20
11	Téléphonie mobile; portables; tablettes; coûts dépassement forfaits		21
12	Questions sur l'effectif		22
13a	a) Nombre de départs à la retraite		33
13b	b) Nombre de remplacements effectués		33
13c	c) Nombre de retraités engagés pour un ou des contrats		33
14	Liste des baux		34
15	Actifs immobiliers excédentaires		35
16	Aménagements - ministère et organismes		36
17	Personnel cabinet	MSP	
18	Subventions discrétionnaires	MSP	
19	Personnel hors structure		37
20	Personnel en disponibilité		38
21	Occasionnels mis à pied		39
22	Personnel rémunéré par le ministère et affecté à des organismes	MSP	
23	Abonnements - ministère et organismes		40

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE

LIBELLÉ DE LA QUESTION		Référence au cahier MSP	PAGE
24	Billets de saison et autres		41
25	Site Internet		42
26	Tournées, visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec	MSP	
27	Adjoint parlementaire	MSP	
28	Liste UA créées, fusionnées, scindées ou abolies		43
29	Crédits périmés et reportés depuis 2003-2004		44
30	Liste des services tarifés, coût unitaire et revenus		45
31	Copie du plan de réduction des dépenses		46
32	Les sommes reçues du fédéral ou d'un autre gouvernement ventilé par programme, entente ou autre		47
33	Montant des primes au rendement et bonus - ministère et organismes		48
34	Montant des primes au rendement et bonus - cabinet	MSP	
35	Montant des primes de départ		49
36	Montant des augmentations de salaire		50
37	Cadres sans fonction		51
38	Reconduction des programmes		52
39	Initiatives ou majoration d'un programme existant		53
40	Dépenses en informatique	MSP	
41	Masse salariale		54
42	Taux d'absentéisme		55
43	Nombre de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association		56
44	Liste des sondages réalisés		57
45	Pourcentage des dépenses publicitaires réalisées au sein de médias communautaires, sur Internet et les médias sociaux		58
46	Tout montant dépensé par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 pour l'achat de crédits carbone visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l'organisme		59
47	Transfert d'emplois gouvernementaux en région		60
48	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre du Rapport final de la Commission spéciale sur les droits des enfants et la protection de la jeunesse		61

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE

	LIBELLÉ DE LA QUESTION	Référence au cahier MSP	PAGE
49	Sommes dépensées et actions réalisées visant la protection des renseignements personnels		62
50	Actions réalisées au sujet du plan d'action gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2022		63
51	Bénéficiaires des mesures de télétravail ou de travail à distance		64
52	Sommes dépensées en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail		65
53	Absentéisme au travail pour cause de quarantaine ou en retrait préventif lié à la COVID-19		66
54	Mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale		67
55	Entretien ménager et désinfection des locaux		68
56	Coût de mise en place de mesures découlant des visites de la CNESST et les recommandations effectuées		69
57	Contrats approuvés par le sous-ministre ou le dirigeant d'organisme		70
58	Demandes/accès inform.		73
59	Liste des personnes et mandats des comités formés et honoraires		74
60	Montants alloués à la rémunération des stages		76
61	Indiquer le montant des dépenses supplémentaires entraînées par la pandémie de COVID-19, pour 2020 et 2021		77
62	Indiquer les dépenses encourues en vue de l'implantation du nouveau régime de dotation découlant de l'adoption du projet de loi 60		78
63	Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l'application des lois dont votre ministère est responsable de l'application. Ventiler par loi et articles, depuis 5 ans		79

Site Internet pour la diffusion de l'information :

05.02

BUREAU DU CORONER

<https://www.coroner.gouv.qc.ca/acces-a-linformation/depenses.html>

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 1: Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2021-2022 :

- a) les endroits et dates de départ et de retour;
- b) la copie des programmes et rapports de mission;
- c) les personnes rencontrées;
- d) le coût (avec une ventilation par poste: frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
- e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- f) les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
- g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant; les détails de ces ententes, les résultats obtenus à ce jour;
- h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé;
- i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés;
- j) les points de presse tenus lors de ces missions et leurs coûts;
- k) toute consigne sanitaire encadrant le retour de ces missions.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère (<https://www.coroner.gouv.qc.ca>) en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 18), en ce qui concerne le ministre et les titulaires d'un emploi supérieurs à l'exception des réponses aux sous-questions f), g), h), i), j) et k) qui semblent non pertinentes à l'exercice d'étude des crédits. Les informations relatives au 4e trimestre de 2021-2022 seront disponibles le 15 mai 2022.¹

DATES DE DÉBUT ET DE FIN	ENDROIT	OBJET	COÛT (\$)
Aucun			-

¹ Veuillez vous référer à la liste des sites internet.

Données au 28 février 2022

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 2 : Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2021-2022:

- a) les raisons du déplacement;
- b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- c) les coûts ventilés;
- d) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste: frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;
- e) les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère (<https://www.coroner.gouv.qc.ca>) en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 17) à l'exception des réponses aux sous-questions d) et e) qui semblent non pertinentes à l'exercice d'étude des crédits. Les informations relatives au 4e trimestre de 2021-2022 seront disponibles le 15 mai 2022.¹

DATES DE DÉPART ET DE RETOUR	OBJET	DESTINATION	COÛT (\$)
Aucun			

¹ Veuillez vous référer à la liste des sites internet.

Données au 28 février 2022

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME :

QUESTION 3 : Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour 2021-2022:

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023;
- b) les noms des firmes de publicité retenues;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun;
- d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
- e) le but visé par chaque dépense;
- f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
- g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

Les coûts reliés aux frais de publicité concernant les bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinet et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère et des organismes (<https://www.coroner.gouv.qc.ca>) en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 24). Les informations relatives au 4^e trimestre de 2021-2022 seront disponibles le 15 mai 2022.¹

OBJET DE LA PUBLICITÉ OU ARTICLE PROMOTIONNEL	FOURNISSEUR	MODE D'OCTROI DES CONTRATS	COÛT (\$)
Aucune			-

¹ Veuillez vous référer à la liste des sites internet.

Données au 28 février 2022

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 4 : Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) en indiquant:
a) les sommes dépensées en 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023, ventilées par type d'événements;
b) le but visé par chaque dépense;
c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événements;
d) si l'événement s'est tenu virtuellement.

DESCRIPTION (CONFÉRENCE DE PRESSE, ÉVÉNEMENT MÉDIATIQUE, AUTRE)	OBJET	FOURNISSEUR	COÛT (\$)
Conférence de presse	Conférence de presse relative aux dossiers 2020-04833, 2020-04603 et 2020-04602 relatifs à Martin Carpentier, Romy Carpentier et Norah Carpentier.	Hôtel Québec Inn, Québec	577
Conférence de presse	Conférence de presse relative au dossier 2020-06375 de Joyce Echaquan.	Hôtel Delta, Trois-Rivières	3 117
Conférence de presse	Conférence de presse relative au dossier 2019-04018 de Michaël Gagnon.	Hôtel Motel Le Montagnais, Saguenay	309
Conférence de presse	Conférence de presse relative aux dossiers de décès de cinq motoneigistes français et leur guide (2020-03495, 2020-03400, 2020-00634, 2020-00633, 2020-00586 et 2020-00513).	Hôtel Universel, Alma	595

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 4 : Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) en indiquant:
a) les sommes dépensées en 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023, ventilées par type d'événements;
b) le but visé par chaque dépense;
c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événements;
d) si l'événement s'est tenu virtuellement.

DESCRIPTION (CONFÉRENCE DE PRESSE, ÉVÉNEMENT MÉDIATIQUE, AUTRE)	OBJET	FOURNISSEUR	COÛT (\$)
Conférence de presse	Conférence de presse relative au dossier 2019-05633 de Jules Boutin.	Conférence virtuelle	-

La sous-question c) ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Données au 28 février 2022

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 5 :	La liste des dépenses en formation de communication organisée par le ministère, l'organisme, un professionnel ou une firme externe en indiquant: a) les sommes dépensées en 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023, ventilées par type d'événement; b) le but recherché par chaque dépense; c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.
---------------------	--

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère (<https://www.coroner.gouv.qc.ca>) en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 22 et 23), en ce qui concerne le ministre et les titulaires d'un emploi supérieur à l'exception des réponses aux sous-questions c) et f) qui semblent non pertinentes à l'exercice d'étude des crédits. Les informations relatives au 4e trimestre de 2021-2022 seront disponibles le 15 mai 2022.¹

FOURNISSEUR (MINISTÈRE / ORGANISME / FIRME)	MODE D'OCTROI DES CONTRATS	BUT VISÉ	COÛT (\$)
Aucune			-

¹ Veuillez vous référer à la liste des sites internet.

Données au 28 février 2022

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 6 : Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2021-2022, en indiquant:

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat;
- c) le détail des travaux ou services effectués;
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/> à l'exception des réponses aux sous-questions b), d), f) et g) qui semblent non pertinentes à l'exercice d'étude des crédits.

NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME AYANT BÉNÉFICIÉ D'UN CONTRAT DE SERVICES	MODE D'OCTROI DES CONTRATS	OBJET	COÛT (\$)
Air Inuit	Gré à gré	Transport et garde de cadavres	24 348
Alsco	Gré à gré	Achat d'uniformes	12 249
Botbol Judith	Gré à gré	Service d'interprétation	1 275
Bourgie Urgel	Gré à gré	Exhumation	2 075
Buanderie Beaudoin inc.	Gré à gré	Service de buanderie	1 224
Cadrin Hélène	Gré à gré	Service de conseil	10 000
Calm Air	Gré à gré	Transport et garde de cadavres	3 560

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 6 : Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2021-2022, en indiquant:

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat;
- c) le détail des travaux ou services effectués;
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/> à l'exception des réponses aux sous-questions b), d), f) et g) qui semblent non pertinentes à l'exercice d'étude des crédits.

NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME AYANT BÉNÉFICIÉ D'UN CONTRAT DE SERVICES	MODE D'OCTROI DES CONTRATS	OBJET	COÛT (\$)
Centre funéraire coopératif du Granit	Gré à gré	Transport et garde de cadavres	6 500
Centre funéraire coopératif région de Coaticook	Gré à gré	Transport et garde de cadavres	8 000
Centre funéraire Jacques & Fils inc.	Gré à gré	Transport et garde de cadavres	5 300
Centre intégré de santé et de services sociaux du Bas-Saint-Laurent	Gré à gré	Autopsie et garde de cadavres	8 656
Centre intégré de santé et de services sociaux de Chaudière-Appalaches	Gré à gré	Autopsie et garde de cadavres	21 340
Centre intégré universitaire de santé et des services sociaux Mauricie-Centre-du-Québec	Gré à gré	Autopsie et garde de cadavres	7 626
Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux Saguenay-Lac-Saint-Jean	Gré à gré	Autopsie et garde de cadavres	7 077
Centre de santé et de services sociaux du nord de Lanaudière (CSSS)	Gré à gré	Autopsie et garde de cadavres	2 822

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 6 : Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2021-2022, en indiquant:

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat;
- c) le détail des travaux ou services effectués;
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/> à l'exception des réponses aux sous-questions b), d), f) et g) qui semblent non pertinentes à l'exercice d'étude des crédits.

NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME AYANT BÉNÉFICIÉ D'UN CONTRAT DE SERVICES	MODE D'OCTROI DES CONTRATS	OBJET	COÛT (\$)
Centre de santé et de services sociaux de Trois-Rivières (CSSS)	Gré à gré	Autopsie et garde de cadavres	4 054
Cie funéraire Pelletier inc.	Gré à gré	Autopsie et garde de cadavres	10 000
Cie funéraire Pelletier inc.	Gré à gré	Transport et garde de cadavres	7 000

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 6 : Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2021-2022, en indiquant:

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat;
- c) le détail des travaux ou services effectués;
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/> à l'exception des réponses aux sous-questions b), d), f) et g) qui semblent non pertinentes à l'exercice d'étude des crédits.

NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME AYANT BÉNÉFICIÉ D'UN CONTRAT DE SERVICES	MODE D'OCTROI DES CONTRATS	OBJET	COÛT (\$)
CIUSSS de l'Estrie - Centre Hospitalier Universitaire Sherbrooke	Gré à gré	Autopsie et garde de cadavres	3 250
Coopérative funéraire de l'Abitibi-Témiscamingue	Gré à gré	Transport et garde de cadavres	16 500
Coopérative funéraire de l'Estrie (La)	Gré à gré	Transport et garde de cadavres	7 400
Complexe funéraire de Brome-Missisquoi inc.	Gré à gré	Transport et garde de cadavres	13 000
Complexe funéraire Charron & Lamoureux inc.	Gré à gré	Transport et garde de cadavres	18 250
Cropo Funeral Chapel	Gré à gré	Transport et garde de cadavres	4 033
De La Durantaye & Fils inc.	Gré à gré	Transport et garde de cadavres	5 000

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 6 : Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2021-2022, en indiquant:

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat;
- c) le détail des travaux ou services effectués;
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/> à l'exception des réponses aux sous-questions b), d), f) et g) qui semblent non pertinentes à l'exercice d'étude des crédits.

NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME AYANT BÉNÉFICIÉ D'UN CONTRAT DE SERVICES	MODE D'OCTROI DES CONTRATS	OBJET	COÛT (\$)
Deuil-Jeunesse	Gré à gré	Service de conseil	3 300
Dr Alain Lesage	Gré à gré	Expertise psychiatrique	15 400
Dre France Proulx, Psychiatre	Gré à gré	Expertise psychiatrique	5 400
Dre Guylène Cloutier	Gré à gré	Expertise psychiatrique	12 950
Dre Guylène Cloutier	Gré à gré	Expertise psychiatrique	2 183
Edouard Trahan & Fils inc.	Gré à gré	Transport et garde de cadavres	1 500
Élite Communication inc.	Gré à gré	Service de traduction	8 250

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 6 : Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2021-2022, en indiquant:

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat;
- c) le détail des travaux ou services effectués;
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/> à l'exception des réponses aux sous-questions b), d), f) et g) qui semblent non pertinentes à l'exercice d'étude des crédits.

NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME AYANT BÉNÉFICIÉ D'UN CONTRAT DE SERVICES	MODE D'OCTROI DES CONTRATS	OBJET	COÛT (\$)
Élite Communication inc.	Gré à gré	Service de traduction	2 600
Fernandez Communication inc.	Gré à gré	Service de conseil	10 000
Girardot & Ménard ltée	Gré à gré	Transport et garde de cadavres	13 000
Hôpital Sainte-Justine	Gré à gré	Autopsie et garde de cadavres	4 255
Hôtel-Dieu d'Arthabaska	Gré à gré	Autopsie et garde de cadavres	3 693
Huot Diane	Gré à gré	Développement informatique	3 000
J.A. Le Sieur inc.	Gré à gré	Transport et garde de cadavres	16 000
Keleny Traduction	Gré à gré	Service de traduction	21 195

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 6 : Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2021-2022, en indiquant:

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat;
- c) le détail des travaux ou services effectués;
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/> à l'exception des réponses aux sous-questions b), d), f) et g) qui semblent non pertinentes à l'exercice d'étude des crédits.

NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME AYANT BÉNÉFICIÉ D'UN CONTRAT DE SERVICES	MODE D'OCTROI DES CONTRATS	OBJET	COÛT (\$)
Laurent Normand inc.	Gré à gré	Transport et garde de cadavres	12 500
Léo Paul Ledoux (Magog) inc.	Gré à gré	Transport et garde de cadavres	4 300
Lucien Charron & Fils inc.	Gré à gré	Transport et garde de cadavres	4 800
Maison commémorative familiale Fournier	Gré à gré	Transport et garde de cadavres	7 000
Maison commémorative familiale Rouleau	Gré à gré	Transport et garde de cadavres	6 500
Maison Edgar Mallet inc. (La)	Gré à gré	Transport et garde de cadavres	14 000

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 6 : Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2021-2022, en indiquant:

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat;
- c) le détail des travaux ou services effectués;
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/> à l'exception des réponses aux sous-questions b), d), f) et g) qui semblent non pertinentes à l'exercice d'étude des crédits.

NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME AYANT BÉNÉFICIÉ D'UN CONTRAT DE SERVICES	MODE D'OCTROI DES CONTRATS	OBJET	COÛT (\$)
Maison funéraire Judes Landry et Fils	Gré à gré	Transport et garde de cadavres	1 000
Maison funéraire Porlier inc.	Gré à gré	Transport et garde de cadavres	3 500
Maison funéraire Robert & Fils inc.(Coopérative funéraire du Témiscamingue)	Gré à gré	Transport et garde de cadavres	9 200
Maison funéraire Shields Berthiaume inc.	Gré à gré	Transport et garde de cadavres	11 000
Maison L.J.G. Mallet inc.	Gré à gré	Transport et garde de cadavres	25 000
Maison Roy & Giguère inc. (La)	Gré à gré	Transport et garde de cadavres	8 000
Martin Laliberté M.D. inc.	Gré à gré	Expertise médicale	20 100

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 6 : Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2021-2022, en indiquant:

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat;
- c) le détail des travaux ou services effectués;
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/> à l'exception des réponses aux sous-questions b), d), f) et g) qui semblent non pertinentes à l'exercice d'étude des crédits.

NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME AYANT BÉNÉFICIÉ D'UN CONTRAT DE SERVICES	MODE D'OCTROI DES CONTRATS	OBJET	COÛT (\$)
Max Aviation	Gré à gré	Transport et garde de cadavres	5 616
Me Guy Bernard	Gré à gré	Service juridique	20 000
Parachute Magic LLC	Gré à gré	Expertise technique	2100 USD
Purolator inc.	Entente gouvernementale	Services de messagerie	7 898
Réal Desrochers inc. (Résidences funéraires Fréchette)	Gré à gré	Transport et garde de cadavres	15 250
Résidence funéraire Bessette & Fils inc. #300428	Gré à gré	Transport et garde de cadavres	14 500
Résidence funéraire Bessette & Fils inc. #300428	Gré à gré	Transport et garde de cadavres	15 000

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 6 : Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2021-2022, en indiquant:

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat;
- c) le détail des travaux ou services effectués;
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/> à l'exception des réponses aux sous-questions b), d), f) et g) qui semblent non pertinentes à l'exercice d'étude des crédits.

NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME AYANT BÉNÉFICIÉ D'UN CONTRAT DE SERVICES	MODE D'OCTROI DES CONTRATS	OBJET	COÛT (\$)
Résidence funéraire Boulanger inc.	Gré à gré	Transport et garde de cadavres	3 000
Résidences funéraires J.H. Vanier & Fils	Gré à gré	Autopsie et garde de cadavres	18 000
Roger Benoît & fils ltée	Gré à gré	Transport et garde de cadavres	7 600
Salon funéraire Gibeau-Gendron (6363008 Canada inc.)	Gré à gré	Transport et garde de cadavres	15 000
Services commémoratifs Pierre Dupont inc.	Gré à gré	Transport et garde de cadavres	8 070
Services funéraires Bernard Longpré inc.	Gré à gré	Transport et garde de cadavres	5 200
Stanislas Jacques & Fils inc.	Gré à gré	Transport et garde de cadavres	17 000
Sténo MP inc.	Gré à gré	Transcription sténographique	6 200

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 6 : Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2021-2022, en indiquant:

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat;
- c) le détail des travaux ou services effectués;
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/> à l'exception des réponses aux sous-questions b), d), f) et g) qui semblent non pertinentes à l'exercice d'étude des crédits.

NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME AYANT BÉNÉFICIÉ D'UN CONTRAT DE SERVICES	MODE D'OCTROI DES CONTRATS	OBJET	COÛT (\$)
Stéphan Maillot (Interprète)	Gré à gré	Service d'interprétation	2 753
Stericycle, ULC	Gré à gré	Service de déchetage de papier et élimination des déchets Biomédicaux	6 963
Telus Communications inc.	Entente gouvernementale	Services de téléphonie cellulaire	3 671
Traductions Scriptis inc.	Gré à gré	Service de traduction	3 500
W.J. Hayes & Fils ltée	Gré à gré	Transport et garde de cadavres	17 500

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 7 : Liste détaillée de tous les appels d'offres publics de l'organisme, en indiquant:

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;**
- b) la grille d'évaluation des soumissions;**
- c) le soumissionnaire retenu et la justification de ce choix;**
- d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;**
- e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.**

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://www.seao.ca/>, à l'exception des réponses aux sous-questions b), c), d) et e) qui semblent non pertinentes à l'exercice d'étude des crédits.

OBJET DE LA SOUMISSION	NOM DES SOUMISSIONNAIRES	COÛT (\$)
	Aucun	-

Données au 28 février 2022

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 8 : La liste des consultants externes intégrés (nombre de personne) ou oeuvrant au sein du ministère ou d'un organisme

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 10 : Montants pour l'année 2021-2022, de diverses dépenses.

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le *Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets* et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

TYPE DE DÉPENSE	COÛT (\$)
Dépenses de photocopie	0
Mobilier de bureau et ameublement	0
Décoration et embellissement	0
Distributeur d'eau de source	0
Remboursement de frais de transport, d'hébergement et de repas	73 607
Ensemble des dépenses de participation à des congrès, colloques, perfectionnement et ressourcement	28 625
Remboursement des frais d'alcool et de fêtes	0

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 11 : Montants, pour l'année 2021-2022, de diverses dépenses reliées à la téléphonie et à l'informatique

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère et des organismes en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 25)*.¹ Site internet: <https://www.coroner.gouv.qc.ca/>

TYPE DE DÉPENSE	COÛT (\$)
Coût d'acquisition des cellulaires, des iPad ou autre type de tablettes électroniques	-
Coût d'utilisation des appareils	42
Coût des contrats téléphoniques	3 377
Coûts de frais d'itinérance	-
Coût lié aux dépassements des forfaits de données	214
Coûts de résiliation	-

¹ Veuillez vous référer à la liste des sites internet.

Données au 28 février 2022

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 12 A) ET B) : Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) en 2021-2022

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

CATÉGORIE D'EMPLOI	MASCULIN			FÉMININ			PERSONNES HANDICAPÉES			ANGLOPHONES			AUTOCHTONES			COMMUNAUTÉS CULTURELLES		
	<35 ans	>35 ans	%	<35 ans	>35 ans	%	<35 ans	>35 ans	%	<35 ans	>35 ans	%	<35 ans	>35 ans	%	<35 ans	>35 ans	%
CADRES			0,00			0,00	0	0	#DIV/0!	0	0	#DIV/0!	0	0	#DIV/0!	0		#DIV/0!
PROFESSIONNELS			#DIV/0!			#DIV/0!	0	0	#DIV/0!	0	0	0,00	0	0	#DIV/0!	0		#DIV/0!
FONCTIONNAIRES			#DIV/0!			#DIV/0!	0	0	#DIV/0!	0	0	#DIV/0!	0	0	#DIV/0!	0		#DIV/0!
AGENTS DE LA PAIX			#DIV/0!			#DIV/0!	0	0	#DIV/0!	0	0	#DIV/0!	0	0	#DIV/0!	0		#DIV/0!
OUVRIERS			#DIV/0!			#DIV/0!	0	0	#DIV/0!	0	0	#DIV/0!	0	0	#DIV/0!	0		#DIV/0!
Total	0	0		0	0		0	0		0	0		0	0		0	0	
% par rapport à l'effectif total	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!

Les cadres incluent les présidents, membres et dirigeants d'organismes ainsi que la haute direction du ministère.

Exclus les étudiants et les stagiaires et les titulaires d'emploi supérieurs.

Une même personne peut être classée dans plus d'une catégorie.

Inclus les employés réguliers seulement

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 12 C), E) ET F) : Congés de maladie / heures de travail supplémentaires et vacances pour l'exercice financier 2021-2022

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Catégorie d'emploi	Nombre total de jours de congés de maladie pris par le personnel	Nombre d'heures de travail supplémentaires réalisées			Le coût moyen par employé, selon la classe (\$)	Nombre total de jours de vacances pris par le personnel
		Payées	Compensées	Total		
Cadres				-	-	
Professionnels				-		
PBTA				-		
Agents de la paix						
Ouvriers						
Aucune catégorie						-
TOTAL	-	-	-	-		-

Aucune catégorie inclut les étudiants et les stagiaires

Exclus les titulaires d'emploi supérieurs

Données au 28 février 2022

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 12 D)	Réserves de congé de maladie de moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et de 100 jours et plus et leur valeur estimée par catégorie d'emploi
-----------------------	---

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Catégorie d'emploi	Réserve de moins de 10 jours	Réserve de 10 à 50 jours	Réserve de 50 à 100 jours	Réserve de 100 jours et plus	Valeur estimée
Cadres Professionnels PBTA Agents de la paix Ouvriers Aucune catégorie					

Aucune catégorie représente les étudiants, les stagiaires.
Exclus les titulaires d'emploi supérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 12 G)	Réserves de vacances de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et de 100 jours et plus et leur valeur estimée par catégorie d'emploi
-----------------------	--

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Catégorie d'emploi	Réserve de moins de 10 jours	Réserve de 10 à 50 jours	Réserve de 50 à 100 jours	Réserve de 100 jours et plus	Valeur estimée
Cadres Professionnels PBTA Agents de la paix Ouvriers Aucune catégorie					

Aucune catégorie; représente les étudiants, les stagiaires.
Exclus les titulaires d'emploi supérieurs.
Données au 28 février 2022

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 12 I): Évolution des effectifs réguliers par leur territoire habituel de travail

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor

Ministères/Organismes	Régions administratives	Février 2022
	01-Bas-Saint-Laurent	
	02-Saguenay-Lac-Saint-Jean	
	03-Capitale-Nationale	
	04-Mauricie	
	05-Estrie	
	06-Montréal	
	07-Outaouais	
	08-Abitibi-Témiscamingue	
	09-Côte-Nord	
	10- Nord-du-Québec	
	11-Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	
	12-Chaudière-Appalaches	
	13-Laval	
	14-Lanaudière	
	15-Laurentides	
	16-Montérégie	
	17-Centre-du-Québec	
Total		-

Exclus les titulaires d'emploi supérieurs

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 12 H) M) N) O) : Diverses informations sur les ressources humaines	
H) Nombre de personnes et répartition par catégories d'emploi qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation	En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1° de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.
M) Niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.
N) Le nombre d'employés permanents et temporaires	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.
O) Le nombre de départs volontaires ventilés par raison du départ	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 12 J) : Évolution du nombre d'emplois professionnels de complexité supérieure

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Organisme	28 février 2022
Bureau du coroner	

Les données visent les postes. Ces chiffres excluent les avocats, les notaires et les médecins.

Données au 28 février 2022

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 12 K) : Nombre d'employés¹ bénéficiant d'un traitement supérieur² à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Organismes	Février 2022
Bureau du coroner	

¹ Employés réguliers assujettis à la Loi sur la fonction publique.

² Traitement supérieur correspond aux employés étant hors échelle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 12 L) : Nombre d'individus par catégorie d'emploi et par leur territoire habituel de travail

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Nombre d'individus pour l'ensemble de l'organisme vs tous les statuts d'emploi au 2022-02-28								
Région	Haute direction ¹	Cadre supérieur	Professionnel	Technicien	Personnel de bureau	Agent de la paix	Ouvrier	Total
Bas-St-Laurent								0
Saguenay-Lac-Saint-Jean								0
Capitale-Nationale								0
Mauricie								0
Estrie								0
Montréal								0
Ontario								0
Abitibi-Témiscamingue								0
Côte-Nord								0
Nord-du-Québec								0
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine								0
Chaudière-Appalaches								0
Laval								0
Manitoulin								0
Laurentides								0
Montérégie								0
Centre-du-Québec								0
TOTAL	0	0	0	0	0	0	0	0

Les données incluent les employés réguliers assujettis à la LFP

¹ Inclus les titulaires d'un emploi supérieur assujetti à une autre loi ou entente spéciale

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 12 P) : Le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi

Aucun.

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 12 Q) : L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs, par année, depuis l'instauration de la loi

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 12 R) : Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes pour l'année 2021-2022, le nombre de postes vacants ventilés par région

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

RÉGION	NOMBRE DE POSTES VACANTS
Bas-St-Laurent	
Saguenay-Lac-Saint-Jean	
Capitale-Nationale	1
Mauricie	
Estrie	
Montréal	3
Outaouais	
Abitibi-Témiscamingue	
Côte-Nord	
Nord-du-Québec	
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	
Chaudière-Appalaches	
Laval	
Lanaudière	
Laurentides	
Montréal	
Centre-du-Québec	
TOTAL	4

Données au 28 février 2022

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 13 : Nombre de départs à la retraite en 2021-2022, nombre de remplacements effectués en application du plus récent PGRH, nombre de départs à la retraite prévus en 2022-2023, nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats

A - Nombre de départs à la retraite en 2021-2022 : La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.	S.O.
B - Nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines.	2
C - Nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats ¹	0

¹Exclut les membres de la haute direction, les étudiants, les stagiaires, les animateurs de pastorale et les employés nommés avec le statut temporaire à la fin de leur contrat occasionnel. Exclut également les contrats de services professionnels.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 14: Liste des baux pour les espaces occupés par le ministère et les organismes en 2021-2022 en indiquant:

L'information fournie en réponse à l'emplacement de la location, à la superficie totale pour chaque local loué, le coût total de ladite location et le propriétaire de l'espace loué est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 27). Les informations relatives au 4^e trimestre de 2021-2022 seront disponibles le 15 mai 2022.¹

Usage de l'espace occupé	Adresse	Municipalité	Nom du locateur	Superficie louée (m ²)	Loyer mensuel (\$)	Durée du bail	Coût de résiliation	Aménagements depuis le 1 ^{er} avril 2021 (\$)*
Services spécialisés et bureau	1701, rue Parthenais	Montréal	Société québécoise des infrastructures	1 018,74	28 006	Indéterminée	Aucun	0
Services spécialisés	1665, boulevard Wilfrid-Hamel	Québec	Société québécoise des infrastructures	358,47	6 537	Indéterminée	Aucun	0
Bureau	2875, boulevard Laurier	Québec	Société québécoise des infrastructures	919,56	23 120	5 ans	Aucun	0

¹ Veuillez vous référer à la liste des sites internet.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 15 : Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2021-2022, fournir :

- a) la liste des actifs excédentaires inoccupés;**
- b) la valeur estimée de ceux-ci;**
- c) les coûts d'entretien annuel;**
- d) le nombre de pieds carrés de ceux-ci.**

La réponse à cette question sera transmise par la Société québécoise des infrastructures.

Données au 28 février 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

<p>QUESTION 16 : Pour la direction générale et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2021-2022, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et d'autres travaux effectués dans les espaces occupés incluant:</p> <ul style="list-style-type: none">a) les dates des travaux;b) les coûts;c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.
Aucun

Données au 28 février 2022

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 19 : Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi, rémunéré par le ministère mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère:

- a) le nom de la personne;**
- b) le poste occupé;**
- c) le salaire de base et les bonis;**
- d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;**
- e) la date et l'assignation et la fin;**
- f) les prévisions 2022-2023.**

Aucun.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 20 : Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi en indiquant:

- a) le poste initial;**
- b) le salaire;**
- c) le poste actuel;**
- d) la date de la mise en disponibilité.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 21 : Nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé en 2021-2022 en précisant la ou les raisons et en ventilant:
a) par catégorie d'emploi;
b) par catégorie d'âge.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 23 : Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) pour 2021-2022, en précisant pour chaque abonnement:
a) le coût de chacun;
b) le fournisseur;
c) la nature du service.

NOM OU TITRE	FOURNISSEURS	COÛT (\$)
Accès à l'information - Loi annotée	Thomson Reuters Canada Limitée	535
Accès AZIMUT	SOQUIJ	1 626
Annuaire téléphonique judiciaire du Québec	Les Éditions Wilson & Lafleur inc.	35
Code civil du Québec	Les Éditions Wilson & Lafleur inc.	90
Code de procédure civile	Les Éditions Wilson & Lafleur inc.	90
L'Express Travail	SOQUIJ	700
Réalisation des sondages	Survey Monkey	2 700
Rx Vigilance Web	Vigilance Santé	520

L'information fournie inclut les cabinets ministériels.
Données au 28 février 2022

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 24 : Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacle ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

	COÛT (\$)
Achat de billets de saison	0
Billets de spectacles ou événements sportifs et culturels	0
Réservation de loges	0
Billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce	0
Frais payés pour devenir membre d'un club privé ou autre	0

Données au 28 février 2022

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 25 :	<p>Détails pour chaque site Internet de l'organisme en indiquant:</p> <p>a) le nom du site Web;</p> <p>b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;</p> <p>c) les coûts de construction du site;</p> <p>d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;</p> <p>e) les coûts de modernisation ou de refonte;</p> <p>f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site;</p> <p>g) la fréquence moyenne de mise à jour;</p> <p>h) le responsable du contenu du site;</p> <p>i) les noms de domaines réservés;</p> <p>j) les coûts liés à la réservation de noms de domaines.</p>
----------------------	---

Site du Bureau du Coroner: Les réponses aux sous-questions f), g), h) et i) qui semblent non pertinentes à l'exercice d'étude des crédits.

Nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site	Veuillez vous référer à l'étude des crédits de 2020-2021.
Coûts de la construction du site	Veuillez vous référer à l'étude des crédits de 2020-2021.
Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour	Les coûts d'hébergement sont inclus dans le site Internet du ministère de la Sécurité publique. L'entretien et la mise à jour du site sont assurés par le ministère de la Sécurité publique.
Combien de fois le site a-t-il été refait? Quel a été le coût? Quels sont les critères qui ont justifié les changements?	Veuillez vous référer à l'étude des crédits de 2020-2021. Ce site n'a nécessité aucun changement en 2021-2022.
Les coûts liés à la réservation de noms de domaine	Les coûts liés à la réservation de noms de domaine sont assumés par le ministère de la Sécurité publique.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 28 : Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 29 : Détail des crédits périmés et reportés par année budgétaire, et ce, pour 2021-2022 et prévisions pour 2022-2023

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 30 : Inventaire complet des services tarifés, le coût unitaire, les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc) pour les trois dernières années et les projections pour 2022-2023

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au Rapport annuel 2021-2022 des ministères et organismes.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 31 : Copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 32 : Sommes reçues en 2021-2022 en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement.

PROGRAMME À FRAIS PARTAGÉS / DESCRIPTION SOMMAIRE DU MODE DE SUBVENTION	MONTANT REÇU (\$)
Aucune	-

Données au 28 février 2022

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 33 : Montant total et ventilation par catégories d'emplois des primes au rendement et des bonis

	MONTANT REÇU (\$)
Aucun.	-

Données au 28 février 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 35 : Montant total et ventilation par catégorie d'emploi des primes de départ incluant les montants versés pour bris de contrat

Catégorie d'emploi	MONTANT REÇU (\$)
Indemnité de départ - Effectif régulier	-
Indemnité de départ - Effectif occasionnel	-

Données au 28 février 2022

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 36 : Pour chaque ministère et organisme, fournir pour l'année 2021-2022 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 37 : Pour 2021-2022, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 38 : Coûts de reconduction des programmes existants: liste exhaustive des programmes existants à la fin de l'année 2020-2021 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2021-2022. Pour chacun de ces programmes existants en 2020-2021, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2021-2022, incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 39 : Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 41 : Pour 2020-2021, la masse salariale ventilée par catégorie d'emploi

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 42 : Pour 2020-2021, fournir le taux d'absentéisme par catégorie d'emploi.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 43 : Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant:

- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
- b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation.

Liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation	Nombre 2021-2022
Collège des médecins du Québec	1
Barreau du Québec	9
DÉPENSE TOTALE (\$)	16 056

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 44 : Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisée par le ministère ou l'organisme, indiquer: a) la date; b) la nature; c) les questions posées; d) les réponses; e) la firme retenue; f) les coûts.

FIRME RETENUE	COÛTS (\$)
Veillez vous référer à la réponse à la question particulière QP1-009.	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 45 : Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer :
a) le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant ;
b) le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.

	%
a) Le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant;	0
b) Le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.	0

Données au 28 février 2022

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 46: Tout montant dépensé par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 pour l'achat de crédits carbone visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l'organisme.

Aucun.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 47 : Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région, fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2021-2022.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 48: Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre du Rapport final de la Commission spéciale sur les droits des enfants et la protection de la jeunesse.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 49 : Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels en 2021-2022

La liste des contrats octroyés par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels en 2021-2022, s'il en est, est présentée à la réponse à la question QG-06.

En ce qui concerne les actions réalisées par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels, nous vous informons que, suivant le deuxième alinéa de l'article 29 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, c. A-2.1), nous nous devons de refuser de confirmer l'existence ou de donner communication de renseignements dont la divulgation aurait pour effet de réduire l'efficacité d'un programme, d'un plan d'action ou d'un dispositif de sécurité destiné à la protection d'un bien ou d'une personne.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 50 : Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan d'action gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2022.

L'information concernant le Plan d'action gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2022 sera présentée au Rapport annuel 2021-2022 des ministères et organismes assujettis à la Loi pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 51 : Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2021-2022, au sein du ministère ou de l'organisme :

- a) nombre d'employés au total en ayant bénéficié ;**
- b) nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2022 ;**
- c) proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 52 : Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.
--

Montant total :	8 466
-----------------	-------

Données au 28 février 2022

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 53 : Nombre d'employés ayant été absent du travail pour cause de quarantaine liée à la COVID-19 ou en retrait préventif lié à la COVID-19 au sein du ministère ou de l'organisme en 2021-2022 ainsi que l'estimation des coûts en découlant.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 54 :	Concernant toute mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2021-2022 : a) les sommes dépensées; b) le nombre de demandes au Programme d'aide aux employés (PAE); c) les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.
----------------------	--

Nom du fournisseur	Catégorie	Montant dépensé
--------------------	-----------	-----------------

La réponse à cette question est répondue par le Programme d'aide aux personnes (PAP) du MSP.
--

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 55 : Concernant l'entretien ménager et la désinfection des locaux du ministère ou de l'organisme en 2021-2022, fournir :

- a) le total des sommes dépensées;**
- b) le nom des fournisseurs retenus;**
- c) la liste des contrats.**

Aucune dépense

Données au 28 février 2022.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 56 : Coût total de mise en place de mesures découlant des visites de la CNESST dans les locaux du ministère ou de l'organisme ainsi qu'une liste des recommandations effectuées.

Aucune visite de la CNESST.

Données au 28 février 2022.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 57:	<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2021-2022 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics en indiquant:</p> <p>a) le nombre d'autorisations: ne pas répondre;</p> <p>b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;</p> <p>c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi; ne pas répondre;</p> <p>d) le montant accordé;</p> <p>e) les motifs de la demande.</p>
---------------------	--

Ces informations sont toutefois disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://seao.ca/>

FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	MODE D'OCTROI DES CONTRATS	MONTANT DU CONTRAT (\$)
Centre funéraire régional Joliette (Les Entreprises François St-Jean inc.)	Transport, garde et conservation des cadavres - Région 14	Gré à gré	35000
Complexe funéraire Beauharnois inc.	Transport, garde et conservation des cadavres - Région 16	Gré à gré	38000
Complexe funéraire Haut-Richelieu inc.	Transport, garde et conservation des cadavres - Région 16	Gré à gré	40000
Coopérative funéraire de l'Abitibi-Témiscamingue	Transport, garde et conservation des cadavres - Région 08	Gré à gré	115065

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 57: <p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2021-2022 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics en indiquant:</p> <p>a) le nombre d'autorisations: ne pas répondre;</p> <p>b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;</p> <p>c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi; ne pas répondre;</p> <p>d) le montant accordé;</p> <p>e) les motifs de la demande.</p>			
École nationale de police du Québec	Expertise sur la conformité de l'emploi de la force dans le cadre de deux enquêtes publiques	Gré à gré	92000
F. Thériault inc.	Transport, garde et conservation des cadavres - Région 14	Gré à gré	62000
Groupe Lesieur & Frère ltée	Transport, garde et conservation des cadavres - Région 16	Gré à gré	28000
Groupe Yves Légaré inc.	Transport, garde et conservation des cadavres - Région 06	Gré à gré	171404
Groupe Yves Légaré inc.	Transport, garde et conservation des cadavres - Région 16	Gré à gré	30000
J.A. Guilbault inc.	Transport, garde et conservation des cadavres - Région 06	Gré à gré	344203
J.A. Guilbault inc.	Transport, garde et conservation des cadavres - Région 14	Gré à gré	30000
J.A. Guilbault inc.	Transport, garde et conservation des cadavres - Région 16	Gré à gré	80000
Magnus Poirier inc.	Transport, garde et conservation des cadavres - Région 06	Gré à gré	154869

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 57:		<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2021-2022 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics en indiquant:</p> <p>a) le nombre d'autorisations: ne pas répondre;</p> <p>b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;</p> <p>c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi; ne pas répondre;</p> <p>d) le montant accordé;</p> <p>e) les motifs de la demande.</p>	
Maison funéraire Signature inc. (Maison funéraire Roussin) - anciennement Riopel & Fils inc.	Transport, garde et conservation des cadavres - Région 16	Gré à gré	35000
Marceau & Boudreau Avocats	Agir à titre de procureur dans l'enquête publique liée au suicide	Gré à gré	44700
M ^e Donald Bécharde (DS Avocats Canada S.E.N.C.R.L.)	Appel du jugement rendu dans l'affaire Duhamel c. Coroner en chef du Québec	Gré à gré	50000
Repos Saint-François d'Assise (Le)	Inhumation de corps non réclamés	Gré à gré	335250
SOCAM	Service de traduction	Gré à gré	43017
Sténo MP inc.	Transcription sténographique de l'enquête publique sur la thématique du suicide	Gré à gré	50000

Données au 28 février 2022

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 58 : Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme en 2021-2022 en indiquant:
a) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
b) le nombre de refus;
c) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
d) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au Rapport annuel 2021-2022 des ministères et organismes.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 59 : Liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes.

COMITÉ	REPRÉSENTANTS MSP ET AUTRES	MANDAT	HONORAIRES VERSÉS
Comité permanent sur la formation	Dr Martin Clavet, Dr André-H Dandavino, Me Pascale Descary, Mme Christine Gagné, Me Stéphanie Gamache, Me Amélie Lavigne, Mme Geneviève LeBlanc, Mme Catherine Marcoux, Mme Catherine Mathis, Me Sophie Régnière, Me Majorie Elisabeth Talbot.	Comité mandaté par la coroner en chef pour donner son avis aux gestionnaires sur toute question relative à la formation des coroners et du personnel. Il est responsable de suggérer et de mettre en oeuvre les différentes activités de formation qui donnent des résultats concrets dans l'accomplissement du travail et le développement des personnes.	7372
Comité scientifique	Mme Audrey Beauchamp-Doré, Me Pascale Boulay, Dr Martin Clavet, Dr Yann Dazé, Mme Catherine Lavallée, M. Pascal Mireault, Dre Renée Roussel.	Dans le cadre de l'entente de services en matière de toxicologie post-mortem conclue entre le Bureau du coroner et le Laboratoire de science judiciaire et de médecine légale (LSJML), le comité doit s'assurer de l'évolution de l'expertise du Laboratoire en fonction des besoins émergents en santé publique.	964
Comité formulaires	Me Kathleen Gélinas, Me Luc Malouin, Mme Catherine Marcoux, Mme Catherine Mathis, M. Pierre Patry.	Se pencher sur les différents formulaires existants dans le système de mission GECCO, procéder à leur modification au besoin ou à l'ajout de nouveaux formulaires à la suite de modifications dans les procédures du Bureau du coroner.	298
Comité Mentorat	Me Pierre Bélisle, Dr Jean Brochu, Dr Martin Clavet, Me Andrée Kronström, Me Luc Malouin, Dr Gilles Sainton.	Équipe de mentors dont le rôle est d'aider les coroners, à leur demande, à rédiger leur rapport conformément au guide de rédaction et d'en ajuster le contenu avant l'étape du contrôle de la qualité et permettre ainsi d'éviter des délais supplémentaires.	10043
Comité Relecture	Mme Stéphanie Bleau, Dr Martin Clavet, Me Stéphanie Gamache, Me Andrée Kronström, Mme Geneviève LeBlanc, Dr Louis Normandin, M. Pierre Patry, Me Sophie Régnière, Dr Gilles Sainton, Me Karine Spénard.	Agir en amont, par la relecture d'un rapport d'investigation ou d'enquête, alors que les coroners ont encore tout le dossier en leur possession. Cette approche vise à la fois l'amélioration de la qualité des rapports d'investigation et la réduction de nos délais.	9367

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 59 : Liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes.

Comité de révision des collisions mortelles	Mme Marianne Bélanger, M. René Bellemare, Mme Halima Benbrahim, Mme Julie Chalin, Mme Nadine D'Ambroise, Me Stéphanie Gamache, M. Luc Gendron, Me Géhane Kamel, Mme Catherine Marcoux, Mme Marie-Ève Nadeau, M. François Tessier.	Dans le but de réduire les collisions mortelles, le comité a pour mission : -Émettre des messages porteurs pour sensibiliser et éduquer les usagers afin d'améliorer leur comportement; -Intervenir sur les infrastructures ; -Orienter les efforts des intervenants du milieu ; -Intégrer des partenaires de la société dans la recherche de solution.	1210
Comité d'examen des décès liés à la violence conjugale	Daniel Bellemare, Pierre Bernard, Patrick Bouchard, Hélène Cadrin, Josianne Cantin, Jenny Charest, Caroline Déry, Myriam Dubé, Stéphanie Gamache, Lucie Héneault, Simon Lapierre, Claudia Lévesque, Catherine Marcoux, Audrey Mercier-Turgeon, Marie-Christine Michaud, Manon Monastesse, Sabrina Nadeau, Liz O'Bomsawin, Paul-André Perron, Dave Poitras, Maud Pontel, Louise Riendeau, Jennifer Savard, Denise Tremblay.	Étudier les décès survenus au Québec dans un contexte de violence conjugale afin d'en comprendre les différents aspects, de faire des recommandations visant la prévention, de conseiller les coroners et de favoriser le partage de connaissances entre les divers intervenants.	21725
Sous-comité pour l'analyse des demandes d'enquêtes publiques	Me Yvon Garneau, Me Julie-Kim Godin, Me Dave Kimpton, Me Julie Roberge, M. Pierre Patry, M. Paul-André Perron, Me Luc Malouin, Me Géhane Kamel, Me Karine Spénard.	Le Sous-comité pour l'analyse des demandes d'enquêtes publiques est consultatif et procède à l'étude des demandes spécifiques visant la tenue d'une enquête. Ces demandes peuvent provenir du personnel du Bureau du coroner, du coroner en chef, des coroners eux-mêmes ou du public. Le coroner au dossier d'investigation est invité à participer à la réunion afin de fournir les informations pertinentes pour l'analyse. Le procureur est responsable de transmettre la position du sous-comité au coroner en chef dans les meilleurs délais suite aux réunions afin qu'il statue sur les demandes dans un délai raisonnable.	316

Dépenses au 28 février 2022

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 60 : Veuillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages en 2021-2022:

- a) nombre de stagiaires reçus;
- b) heures de stages effectués;
- c) rémunération totale déboursée.

	NOMBRE ET COÛTS (\$)
a) Nombre de stagiaires reçus;	2
b) Heures de stages effectués;	Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
c) Rémunération totale déboursée.	12 441

Donnée au 28 février 2022

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 61: Indiquer le montant des dépenses supplémentaires entraînées par la pandémie de Covid-19, pour 2020 et 2021.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 62: Indiquer les dépenses encourues en vue de l'implantation du nouveau régime de dotation découlant de l'adoption du projet de loi 60.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.02 - BUREAU DU CORONER

QUESTION 63: Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l'application des lois dont votre ministère est responsable de l'application. Ventiler par loi et articles, depuis 5 ans.

Aucune

